

Discours de Martine Aubry

Clôture des journées parlementaires de Pau, 22 septembre 2010

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

Chers amis, chers camarades,

Ces journées parlementaires ont lieu dans un moment grave pour notre pays. La crise économique est là, la crise sociale aussi. Nos compatriotes y sont confrontés, souvent douloureusement. Choix fiscaux désastreux, casse sociale, erreurs économiques, cela suffirait à discréditer une politique et le gouvernement qui l'a conduite.

Mais les dernières semaines ont rendu l'air un peu plus irrespirable, au point que nos concitoyens ne reconnaissent plus tout à fait leur pays. A l'inefficacité de la politique économique, sociale et fiscale se sont ajoutés, en cette rentrée, le dérèglement de l'Etat, l'affaiblissement de la République, le piétinement de ses valeurs, l'isolement de la France en Europe, et l'étouffement de la démocratie parlementaire.

Dans sa fuite en avant, le gouvernement ne respecte même plus ce qui devrait être au-delà de la droite et de la gauche, ce qui est notre patrimoine commun, la République.

La République, c'est d'abord un socle de valeurs que les Français partagent, qui fonde notre Nation, qui organise le vivre ensemble. Ces valeurs nous dépassent parce qu'elles concernent le bien commun, le bien public, l'intérêt collectif. C'est aussi un héritage sacré. Ces repères, ces principes, ces lieux, ces figures qui composent la République, nous permettent d'être égaux en étant différents, et aussi de vivre les alternances sans violence ni esprit de vengeance.

Cette identité de la France n'a que peu de rapport avec l'identité nationale dont parle Nicolas Sarkozy. Cette identité, c'est ce qui nous unit dans notre diversité. Fernand BRAUDEL a d'ailleurs intitulé le premier chapitre de son livre sur l'identité de la France : « que la France se nomme diversité ». Ces valeurs, nous imposent des devoirs autant qu'elles nous offrent des droits à conquérir et à faire vivre. C'est vrai de l'exercice ou de l'organisation de notre démocratie, qu'elle soit politique ou sociale ; c'est vrai de la place et l'indépendance de la justice ; c'est vrai de la liberté de la presse ou de la laïcité.

C'est la République qui, par ses grandes conquêtes, a fondé, souvent par des grands textes, les grandes libertés et les grandes protections : la loi sur la presse de 1881, la loi sur les libertés syndicales de 1895, la loi de 1901 sur la liberté d'association, la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905 qui définit le principe de laïcité ou encore la liberté d'enseignement et de conscience, l'égalité homme-femme, le droit d'asile, le droit et la liberté syndicale, le droit de grève, ou le respect des droits de la défense.

Si je cite tous ces textes, c'est parce qu'ils représentent les fondements de notre vivre ensemble, patiemment construit après des combats d'hommes et de femmes pour asseoir les libertés individuelles et collectives, les droits des salariés...C'est notre héritage. C'est notre République.

Je veux vous parler de notre république. Elle est belle, on nous l'envie dans le monde entier. Elle est forte jusque dans sa fragilité, car elle peut toujours être attaquée, remise en cause, et elle doit toujours être défendue. Aujourd'hui, je le dis avec le calme qu'imposent les situations de gravité, notre république est attaquée dans ses fondements.

Oui, notre république est attaquée dans ses fondements quand on remet en cause l'égalité devant la loi. Non, on ne cible pas une ethnie ou une catégorie de la population ; si des actes illégaux sont commis par des Roms, ils doivent être sanctionnés parce qu'ils sont illégaux et non parce qu'ils sont commis par des Roms. Et des occupations illégales ne sauraient justifier des expulsions de notre territoire, comme l'ont rappelé à plusieurs reprises des tribunaux de notre pays.

Et que dire de la déchéance de nationalité ? L'égalité devant la loi, cela veut dire que tout criminel est puni pour ses actes, qu'il soit citoyen de naissance ou par naturalisation. Punir différemment deux citoyens français qui ont commis le même délit, c'est contraire aux valeurs qui sont celles de notre République. En France, parce que nous sommes dans une République, il n'y a pas de citoyens de seconde zone.

La France est elle-même quand elle sait accueillir, intégrer tout en faisant respecter avec force et autorité ses valeurs. Les choses sont claires et il n'y a aucun débat à ouvrir pour refuser la polygamie, l'excision ou la burqa. C'est aussi avec cette exigence républicaine que nous disons qu'il faut faire respecter les libertés et assurer la sécurité des Français partout dans le pays de la même manière.

J'ai fixé les grands principes de cette politique à la Rochelle. Nous présenterons à Dijon le 2 octobre les axes concrets pour établir un véritable droit à la sécurité pour nos concitoyens, où qu'ils vivent. Il est temps de montrer qu'en la matière la crédibilité a changé de camp !

- La république est attaquée dans ses fondements quand on organise la confusion, le désordre dans l'organisation de nos institutions.

La République, ce sont des institutions stables, qui fonctionnent. Nicolas Sarkozy a voulu tout être : Président et Premier Ministre, M.Fillon étant relégué au rang de simple « collaborateur ». Il préside, il gouverne, mais il légifère aussi. Cela fait longtemps que les parlementaires de l'UMP reçoivent leurs instructions directement de l'Elysée ; les débats sont bâclés et écourtés par le recours intempestif à l'urgence ; l'opposition est méprisée, les ministres ne prenant même pas la peine de venir débattre de nos propositions de loi. On nous avait pourtant expliqué que la nouvelle niche parlementaire réservée à l'opposition, constituait une grande avancée !

Une nouvelle étape a été franchie mercredi dernier avec l'interruption brutale du débat sur les retraites. Non seulement le Président de la République veut empêcher le parlement de décider, mais il veut maintenant l'empêcher de parler. Rien ne justifie de refuser à un député, élu de la nation, cinq minutes d'explications de vote pour un texte d'une telle importance. Je le dis devant vous, en 2012, il faudra rétablir la séparation des pouvoirs et permettre au Parlement de jouer vraiment son rôle. Nous voulons construire une nouvelle République. Remettre le Parlement au cœur de la démocratie française. En limitant les possibilités de recours à la « procédure accélérée » ou au « vote bloqué », dont le pouvoir actuel use et abuse, car cela dénature le travail parlementaire. Ou en donnant un véritable statut à l'opposition au lieu d'essayer de la museler, comme le fait la droite. Le Parlement doit aussi être le lieu des grands débats intéressant la nation, par exemple sur la présence française en Afghanistan ou l'intégration de l'OTAN. Nous en améliorerons la représentativité par la limitation du cumul des mandats, l'instauration d'une dose de proportionnelle à l'assemblée nationale et la refonte du collège électoral du sénat permettant la représentation réelle des territoires et de nouvelles avancées en matière de parité. Nous redonnerons au Premier ministre son plein rôle de chef de la majorité, qui gouverne réellement car lui seul est responsable devant le Parlement. Le Président retrouvera son rôle de garant des institutions et de porteur des intérêts de la France.

- La république est attaquée dans ses fondements quand on veut peser sur la justice ou la liberté de la presse. La République, ce sont des contre-pouvoirs.

Cela veut dire une justice indépendante. Clearstream, Karachi, Woerth-Bettencourt, les affaires se succèdent et se ressemblent. Les interventions du pouvoir politique dans les dossiers sont incessantes. Il faut y mettre un terme. Cela veut dire le maintien des juges d'instruction que M. Sarkozy veut supprimer, mais aussi assurer l'indépendance des parquets dans la conduite des enquêtes. Cela signifie clairement qu'il faudra reprendre les directives générales au parquet pour que la justice soit partout la même sur le territoire, mais proscrire les directives individuelles. Cela veut dire aussi que le « Conseil supérieur de la Magistrature » doit devenir un véritable « Conseil supérieur de la justice », totalement indépendant et chargé lui-même de faire respecter l'indépendance de la justice par les autres pouvoirs. Le Président ne doit plus le présider.

Une justice indépendante, c'est aussi une justice rendue dans la sérénité et avec raison, non dans le déchaînement des passions. C'est pourquoi nous refusons de transformer les prétoires en salles de meetings, comme nous contestons les annonces démagogiques de Brice Hortefeux, qu'à juste titre les syndicats de magistrats ont qualifié d'« affligeantes » et qui n'ont en fait qu'un seul but : affaiblir l'autorité des magistrats pour affaiblir celle de la justice.

Des contre-pouvoirs, c'est aussi une presse libre et indépendante. Une presse qui peut informer sans craindre des pressions sur sa hiérarchie ou son actionariat, et bien sûr sans redouter une enquête du pouvoir politique. Dans quelle démocratie accepterait-on que le contre-espionnage puisse enquêter sur des journalistes ? Dans quelle autre démocratie, accepterait-on que l'on puisse cumuler les fonctions de patron de presse et de dirigeant de grand groupe vivant de la commande publique d'Etat ? En 2012, la majorité de gauche débattrait d'une grande loi sur la liberté de la presse, qui fera cesser la confusion et le grand mélange des genres, et garantira le pluralisme et l'indépendance des médias. Nous mettrons fin aux nominations des responsables de l'audiovisuel public par le président de la République.

*

- La République est attaquée quand les collectivités territoriales sont asphyxiées et privées des moyens de leur autonomie.

La République moderne en effet, c'est une organisation décentralisée des pouvoirs publics. Comme les Français, nous croyons à un principe simple: les services publics sont mieux gérés dans la proximité. Voilà pourquoi nous voulons des collectivités territoriales fortes ! Parce que c'est plus efficace : les moyens répondent aux besoins. Parce que c'est plus démocratique : les décisions sont prises par des élus responsables au plus près des citoyens. Cela aussi, N. Sarkozy est en train de le détruire. Il est vrai que pour lui, une décision qui n'est pas prise à l'Élysée est une décision à annuler.

C'est pourtant en accordant une plus grande confiance aux élus locaux que nous aiderons la France à redémarrer. Je le dis devant vous : nous sommes totalement mobilisés contre cette réforme, avec nos élus en première ligne, que ce soit au Parlement ou sur le terrain. En 2012, nous annulerons cette inique réforme, qui non seulement détruit la démocratie locale, mais est aussi une atteinte au bon sens. Et nous engagerons l'acte III de la décentralisation, qui dotera la France des grandes régions et métropoles dont elle a besoin pour renforcer son économie, développer de manière équilibrée ses territoires et préparer son avenir, et qui confortera les services publics de proximité pour faire vivre les solidarités au plan départemental et communal. Nous donnerons l'autonomie de décision aux collectivités locales en supprimant le contrôle tatillon de l'Etat, car c'est bien dans les services de l'Etat déconcentré qu'il faut aujourd'hui faire

des économies pour plus d'efficacité et une réelle décentralisation. Nous rétablirons l'autonomie fiscale des collectivités locales, aujourd'hui disparue, tout en instituant une péréquation solide au profit des territoires les plus fragiles. Plus d'efficacité, plus de démocratie : voilà ce qu'entraînera cette nouvelle donne territoriale qui libérera aussi l'énergie créatrice de notre pays.

*

- Les fondements de notre République sont attaqués quand le fonctionnement du pouvoir se confond avec les intérêts d'un seul parti. La République, c'est la démocratie jusqu'au bout. C'est un combat majeur pour les socialistes depuis Jaurès. C'est pourquoi nous avons dénoncé avec force les tripatouillages électoraux de M. Marleix, l'autre double casquette insupportable de ce gouvernement, à la fois secrétaire d'Etat aux collectivités locales et au redécoupage et secrétaire national de l'UMP aux élections. Inimaginable dans n'importe quel autre pays européen. M. Marleix qui, après avoir redécoupé au profit de l'UMP les circonscriptions pour gagner les législatives avec une minorité de voix, veut récidiver pour les élections locales. C'est pour cela que nous refusons la suppression de l'élection des conseillers régionaux au scrutin de liste, changement de scrutin qui a pour seul objectif de favoriser la droite et qui va constituer une régression sans précédent pour la parité et la diversité.

La démocratie, c'est aussi une démocratie sociale vivante, où les partenaires sociaux sont associés avant, écoutés pendant, respectés tout le temps. Dans le débat sur les retraites, les syndicats ont été ignorés alors même qu'ils n'ont cessé d'en appeler à la concertation. Dans la plupart des pays européens qui ont déjà réformé leurs retraites, la réforme a pris plusieurs mois et même plusieurs années. Chez nous, elle est imposée à la hussarde : comment, dès lors, s'étonner qu'elle soit rejetée ? Dans une vraie démocratie sociale, on prend le temps du débat. N'est-ce pas Nicolas Sarkozy lui-même qui disait en avril 2006 : « Il faut davantage associer les Français à l'élaboration des réformes, afin que celles-ci ne tombent pas d'en haut sans avoir été suffisamment concertées ».

Une démocratie moderne, c'est aussi une démocratie qui organise des débats avec les citoyens. Pour les écouter comme pour les mobiliser, nous ferons des propositions par exemple pour lancer de grandes réflexions nationales sur la bioéthique, la place des aînés dans notre société, mais aussi de grandes campagnes de mobilisation, par exemple sur l'environnement : l'eau, (économie mais aussi problèmes d'inondations) ; l'énergie, l'alimentation. Nous devons reprendre les Etats Généraux, par exemple sur l'école et sur la santé, qui permettent à tous les acteurs de mettre ensemble en pratique les grands objectifs qui ont été fixés. Cette démocratie de citoyenneté devra aussi être renforcée à l'échelle locale, même si elle est déjà fortement développée.

*

Pierre Mendès-France disait : « l'amour de la République, c'est d'abord un état d'esprit ». Oui, pour faire respecter les valeurs de la République, il faut commencer par les respecter soi-même. Car la république, c'est d'abord un état d'esprit qui tient en trois mots : humilité, vérité, dignité. Humilité en tout, car il faut que l'éthique s'incarne dans des comportements et que l'arrogance des puissants recule. Vérité, car les mensonges permanents décrédibilisent la démocratie et la politique. Dignité, car la République doit être respectée. L'autorité se mérite, elle ne se demande pas.

Cet état d'esprit, c'est aussi de savoir faire l'unité quand l'intérêt supérieur de notre pays est en cause. Le directeur du renseignement intérieur a révélé que jamais la menace terroriste n'a été aussi forte dans notre pays. Cette annonce s'est étonnement faite plusieurs jours avant que le Président de la République ne réunisse le conseil de sécurité

intérieure puis, hier, le conseil de défense restreint. Nous soutenons sans hésitation le Président dans sa volonté d'assurer, au maximum, la sécurité des Français sur notre territoire et dans le monde. Et encore aujourd'hui pour libérer les journalistes de France 3 otages en Afghanistan comme les salariés d'Areva enlevés au Niger.

Les annonces du directeur du renseignement intérieur sont trop graves pour qu'elles ne donnent pas lieu à une information aux différents partis politiques représentés au Parlement. C'est ce qu'avait fait Lionel Jospin après les attentats du 11 septembre 2001. Nous avons un devoir d'unité, mais nous avons le droit de comprendre, au nom du peuple, au nom de la République. Il aura fallu nos demandes répétées pour que le Premier Ministre annonce hier qu'il allait bientôt le faire !

*

Le Président de la République devrait être le garant des piliers de notre République. Mais comment peut-on faire respecter les règles quand on s'assoit sur tout ?

La démocratie parlementaire ? Pour lui, c'est forcément l'obstruction et l'inefficacité. Le respect des droits individuels et des libertés publiques ? Pour lui, c'est nécessairement du « droit-de-l'hommisme », quelque chose entre le futile et l'inutile. L'école laïque ? Pour lui, jamais un instituteur ne remplacera un prêtre. La protection sociale ? Pour lui, elle est nuisible à la compétitivité de la France. Les étrangers, les roms, les immigrés ? Pour lui, ce sont eux qu'il faut surveiller plus que les autres, eux qu'il faut pourchasser plutôt qu'intégrer.

Tous les prédécesseurs de M. Sarkozy ont incarné avec dignité la fonction confiée par le peuple français et laissé une trace dans l'Histoire nationale qui faisait, par-delà les clivages, la fierté de tous. La fin des guerres coloniales et le moteur franco-allemand pour le général de Gaulle. L'ambition industrielle pour Georges Pompidou. La vision européenne et la démocratie apaisée pour François Mitterrand. Le refus de la guerre en Irak pour Jacques Chirac. Dans cet esprit, que restera-t-il de Nicolas Sarkozy ? On peut se le demander.

L'art de gouverner requiert sang froid, maîtrise de soi, hauteur de vue. Ce n'est pas ce que l'on vu cet été. La politique française suscite d'ailleurs les condamnations unanimes à l'ONU, au Vatican, à la Commission européenne mais aussi à la Maison Blanche et à la Chancellerie d'Allemagne ? Pour M. Sarkozy et ses amis, c'est quantité négligeable, plus soucieux qu'ils sont de leurs propres sondages que de l'image de la France dans le monde.

Mais pour les Français, c'est un sujet d'inquiétude en plus. L'UMP n'a pas seulement échoué. Elle a abaissé notre pays. C'est notre crédibilité qui est atteinte. Comment parler demain des droits de l'homme si notre pays n'est pas lui-même irréprochable ? Comment faire progresser la démocratie dans le monde, en Iran, en Chine et ailleurs, si nos dirigeants eux-mêmes ne sont pas exemplaires ? Comment être crédible à New-York en demandant une taxation des transactions financières quand on refuse à Paris la taxation des bonus et les stocks options ? Comment donner des leçons au monde entier en matière de lutte contre la pauvreté, sans remplir soi-même ses engagements en matière d'aide au développement et alors qu'on accroît les inégalités dans notre pays ?

L'autorité de la France en Europe et dans le monde est durablement affaiblie. Nous la restaurerons, mais en attendant, quelle chose terrible que cet affaiblissement, alors que la crise mondiale n'est pas achevée, alors que la France s'apprête à prendre la présidence du G8 et du G20, alors qu'il serait temps de se battre pour un véritable gouvernement économique européen, alors qu'approche le sommet de Cancun sur le climat, alors que la France devrait peser de tout son poids dans les négociations entre Palestiniens et Israéliens.

Tout cela, oui, il faut le dénoncer. Quand la République est en cause, il ne faut rien céder. Mais ne tombons pas dans le piège qui est tendu aux Français. Le calcul du gouvernement, c'est que pendant que l'on parle de cela, on ne parle pas de ses échecs, on ne parle pas des problèmes de la France et des Français. Je veux citer N. Sarkozy, qui a dit le 10 septembre à propos de M. Hortefeux : « on est un grand ministre de l'intérieur quand on est au centre des polémiques ». Et je vous demande d'y réfléchir. C'est l'aveu le plus éclairant que j'ai lu sur la méthode de ce gouvernement, qui érige la diversion en règle d'action. Créer la polémique, pour tenter de dissimuler les vrais échecs, les tromperies, et les affaires.

Créer la polémique pour que l'on ne parle plus de sujets importants. Cela vaut aussi au niveau européen. Le sommet européen de jeudi dernier était supposé préparer le G20. Il était prévu de parler, excusez du peu, de la crise et de la régulation financière et de nos relations avec les grands pays émergents. La réunion s'est terminée en pugilat sur la question des Roms. N. Sarkozy ne crée pas seulement le désordre en France : maintenant, c'est au coeur des institutions européennes qu'il le porte.

Alors, face au désordre provoqué par N. Sarkozy, les Français sont désorientés. Ils voient que notre pays n'a plus de cap. Ils sont inquiets pour eux et leurs enfants. Ils doutent même de l'action collective, alors que les inégalités sont grandes et que le gouvernement exacerbe les divisions. Ils sont aussi meurtris de l'image de la France dans le monde, hier donnée en exemple et aujourd'hui décriée.

Eh bien chers camarades, face à ce grand désordre, notre devoir – je vous le dis, je vous le demande-, c'est d'être un pôle de stabilité. Nous devons incarner la sérénité et de confiance. Nous devons être dignes. Comme vous l'avez été à l'Assemblée nationale, ceints de l'écharpe tricolore. Comme l'a été Jean-Marc AYRAULT, qui a su trouver le ton juste et solennel pour dénoncer à la fois le projet gouvernemental sur les retraites et les manoeuvres honteuses visant à bafouer les élus de leur droit de parole. C'est cela l'attitude que nous devons avoir.

*

Notre agenda, ce n'est pas celui du gouvernement, c'est celui des Français. Bien sûr, en 2012, il nous faudra remettre la République sur ses pieds et j'ai dit les chantiers qui nous attendent ; il nous faudra redonner son honneur à la France, en commençant par présider notre pays autrement.

Mais ce qu'attendent les Français de nous dans les deux ans qui viennent, ce sont des propositions pour redresser la France. Je l'ai dit à la Rochelle : nous ne voulons pas seulement une victoire par défaut parce que le pays ne voudrait plus du sarkozysme. Nous ne voulons pas le pouvoir pour le pouvoir, mais le pouvoir pour porter l'espoir. Pour bâtir avec les Français une autre France. Oui, nous devons montrer qu'une autre France est possible.

Nous avons depuis 2008 beaucoup travaillé pour rénover nos idées et nos réponses dans tous les domaines. Je veux rendre hommage à tous ceux qui y ont contribué et qui continuent à le faire, nos secrétaires nationaux bien sûr, le Laboratoire des idées, les experts et les intellectuels qui nous ont rejoints nombreux, les organisations syndicales, les grands réseaux associatifs...et bien sûr nos élus et nos parlementaires.

Le temps est désormais venu d'en débattre avec les Français. C'est ce que nous faisons depuis le printemps dernier. Nous avons proposé un nouveau modèle de développement social et écologique, ô combien nécessaire quand on voit qu'aucune leçon n'a été tirée

pour répondre à la crise du capitalisme financier. Nous avons fait des propositions sur la politique industrielle et sur l'agriculture. Nous avons défini notre nouvelle doctrine internationale ; face aux errements du Président de la République, les socialistes montrent qu'en matière d'affaires étrangères aussi une autre politique était possible, pour que la France retrouve sa voix et son poids dans le monde.

Nous allons poursuivre, dans les semaines et les mois, qui viennent nos débats avec les Français sur les grands axes de notre projet : sur la sécurité, -je l'ai dit- le 2 octobre à Dijon, ; sur la ville du XXIème siècle, à Lille, le 6 novembre, une ville dense, intense et mixte, qui rapproche et mêle les individus et les fonctions là ou celle du XXème a produit de l'isolement et de l'exclusion ; fin novembre sur la culture, car il n'est pas d'émancipation de l'homme sans projet culturel ; en décembre sur l'égalité réelle en réformant et en renforçant les services publics et notamment l'école pour assurer la réussite de chaque enfant et permettre l'émancipation de chacun....

Alors, poursuivons notre route. Oui, dans cette période difficile, les Français doivent savoir qu'ils peuvent compter sur nous, nous préparons 2012, le rendez-vous de l'alternance. Mais nous devons agir dès aujourd'hui sans attendre cette décisive confrontation démocratique.

D'abord parce que nous agissons. Dans nos communes, nos départements, nos régions, nous mettons des politiques innovantes, qui vont inspirer notre programme de gouvernement. Nous le faisons avec tous nos partenaires, car notre gestion locale doit être le laboratoire de la gauche solidaire qui, demain, sera appelée à diriger le pays.

Nous agissons, nous préparons demain. Et demain, cela commence aujourd'hui, avec les mobilisations contre le projet des retraites, contre le budget d'austérité qui se prépare, contre la casse des services publics et de la sécurité sociale.

Je veux saluer ici la formidable action de nos groupes parlementaires, à l'Assemblée comme au Sénat, et au Parlement européen. Ils jouent leur rôle de contrôle, ils jouent leur rôle d'alerte, ils jouent leur rôle de propositions. Nous pouvons être fiers du travail que font nos Parlementaires et nous pouvons saluer Jean-Marc Ayrault, Jean-Pierre Bel et Catherine Trautmann qui animent nos groupes Parlementaires avec efficacité et un grand sens des responsabilités.

*

Ce que les Français attendent de nous en cette rentrée, ce sont des propositions dans les domaines économiques et sociales. Oui, je vous demande de la sérénité face aux provocations de la droite. Prenons de la hauteur. Ne passons pas notre temps à répondre aux contrevérités et mensonges multiples, aux provocations et agressions inutiles. Adressons-nous au Français. Et pour cela continuons d'être combatifs. Vous l'êtes, je le sais.

L'urgence absolue, qui devrait mobiliser jour et nuit notre pays, c'est la sortie de crise. Cela fait des mois que nous tirons en vain le signal d'alarme : il y a un sérieux risque de voir notre économie replonger. Les signes avant coureurs sont là. L'économie américaine a connu un coup d'arrêt brutal, la Chine ralentit. Chez nous la consommation n'a pas re-décollé et la croissance n'a dû sa progression au cours des derniers qu'à une reconstitution de stock par définition sans lendemain.

Dans ce contexte, à quelques jours du débat sur la loi de finances, je veux le dire, les choix budgétaires du gouvernement sont proprement irresponsables.

Oui, il est irresponsable d'arrêter le plan de relance alors que la reprise n'est pas là. Oui, il est irresponsable de maintenir le bouclier fiscal et de n'apporter qu'une mini retouche aux niches fiscales alors que notre pays fait face à des déficits abyssaux. Oui, il est irresponsable de réduire les dotations des collectivités locales, les crédits pour le

logement social ou pour l'emploi quand la crise sociale frappe si durement.

*

Un budget, ce sont des priorités. Les nôtres sont claires. Puisque M. Sarkozy semble naviguer à vue, je veux lui dire ce que nous pensons qu'il faudrait faire.

- D'abord, dégager des ressources pour réduire les déficits, soutenir l'économie et financer les priorités sociales.

Pour redonner à notre pays des marges de manoeuvre, nous proposons des économies massives sur les dépenses fiscales injustes : suppression du bouclier fiscal, de la TVA réduite dans la restauration, de la niche Copé, meilleur ciblage du crédit impôt-recherche. Nous proposons de baisser significativement le plafond des niches fiscales, qui est aujourd'hui de 20 000€ plus 8% des revenus. Il faut aussi rétablir l'égalité devant l'impôt des sociétés. Aujourd'hui, alors que les PME paient un impôt à 33%, de nombreux grands groupes, grâce, peuvent faire baisser ce taux à 8%.

- Ensuite, mettre le paquet sur la relance, alors que le gouvernement vient d'annoncer sa fin. Quelle absurdité : si l'économie ne repart pas, jamais on relancera l'emploi. Et jamais on ne réduira les déficits. Se contenter de réduire les dépenses en période de crise, c'est verser de l'eau sur le sable. Il n'y aura jamais assez d'économies pour éponger les dettes d'un pays qui décline.

La relance, cela veut dire agir pour le pouvoir d'achat. Aujourd'hui, l'essentiel des 10 milliards de hausses d'impôts et de taxes annoncées par le gouvernement vont être supportées par les ménages moyens et modestes tandis que les revenus les plus élevés seront épargnés. Nous avons proposé l'an dernier un remboursement de TVA de 200 € pour les 16 millions de ménages modestes et des classes moyennes. Nous réitérons cette proposition, c'est d'autant plus indispensable qu'avec la hausse du prix des matières premières, les biens de première nécessité vont augmenter de 7 à 8%. Cette proposition – parmi d'autres- est toujours d'actualité.

La relance, cela veut dire soutenir nos entreprises et investir dans l'innovation.

- Oui, il faut relancer, mais il faut aussi préparer l'avenir de notre pays. Notre pays a plein d'atouts, aujourd'hui gâchés. Investir dans la recherche, dans l'enseignement supérieur et la formation mais aussi épauler les entreprises. C'est la raison pour laquelle nous proposons aussi la création d'un pôle public d'investissement industriel regroupant les moyens de la Caisse des dépôts, d'Oséo, de la Banque postale, du Fonds stratégique d'investissement et des nombreux dispositifs des Régions, qui pourrait ainsi disposer d'une force de frappe de 50 milliards d'euros. Il faudrait le faire dès maintenant.

- Priorité à la relance, donc, mais aussi à l'urgence sociale. Je pense au logement : plusieurs milliards d'euros sont aujourd'hui gaspillés dans des dispositifs de défiscalisation aussi inefficaces que pervers. Ils alimentent la spéculation immobilière. Il faut les réorienter vers le logement social, dont les crédits sont en baisse alors que la crise du logement fait rage. Et puis bien sûr, arrêter la purge des services publics. Il faut évidemment faire des économies sur le fonctionnement là où c'est nécessaire et possible, et nous les ferons, comme nous le faisons dans les collectivités locales que nous dirigeons. Mais il n'y aura pas de France forte, efficace et juste sans services publics de qualité. Qui peut croire que l'on va améliorer la sécurité des Français avec 10 000 policiers et gendarmes en moins depuis 2002 ? Qui peut croire que l'on va reconstruire une école qui donne ses chances à tous les élèves avec moins de professeurs 40 000 enseignants en moins de plus 2008 ? Qui peut croire que l'on va répondre aux défis du vieillissement avec moins de soignants et moins d'équipements pour le grand âge ? Qui peut croire qu'on pourra réduire le chômage avec moins de moyens pour Pôle Emploi ?

*

Le deuxième combat de l'automne, c'est le budget de la sécurité sociale. Ce qui ce profile, pour 2011, c'est malheureusement la recette habituelle. Pas un centime de recettes nouvelles. Et 2,5 milliards de prestations en moins pour les Français.

Concrètement, ce sera une nouvelle salve de déremboursements de médicaments et la baisse de la prise en charge de nombreux actes et consultations, notamment à l'hôpital. Alors que cette politique de déremboursements a démontré son inefficacité pour la nécessaire régulation des dépenses de santé, elle poursuit le lent mais sûr rétrécissement de la prise en charge solidaire au profit des complémentaires et des assurances privées.

Cette politique pénalise directement les Français modestes et les classes moyennes, qui ont déjà vu augmenter de 50 % le coût direct de la santé au cours des dernières années.

« *Nous ne toucherons à aucun traitement essentiel* » prétend le gouvernement. C'est un énorme mensonge. Comment ne pas être bouleversé par le témoignage de Lola dans un hebdomadaire la semaine dernière. Les diabétiques de niveau 1 ont besoin d'au moins quatre tests de glycémie par jour. Et pourtant, le gouvernement a décidé de ne plus en rembourser qu'un seul par jour.

Je parlais tout à l'heure de la République, la République c'est aussi une Sécurité sociale qui garantit à chacun l'égal accès aux soins : or, dans les projets du gouvernement en matière de dépendance, que prépare-t-on sinon la marchandisation de la santé et la privatisation de l'assurance-maladie ?

*

Et bien sûr, je veux terminer par là, il y a la bataille pour une autre réforme des retraites. La réforme des retraites est devenue le symbole de la politique d'étouffement démocratique, d'injustice et d'inefficacité du système Sarkozy.

Parce que nous sommes responsables, parce que nous aspirons à gouverner le pays, parce que nous croyons que les systèmes de retraites doivent être réformés pour être sauvegardés, nous avons beaucoup travaillé, écouté, consulté, puis nous avons pris nos responsabilités.

Nous avons fait des propositions sérieuses, justes et innovantes. Sérieuses par des mesures qui rétablissent vraiment et durablement l'équilibre des comptes, là où le gouvernement laisse plus de la moitié des déficits sans financement. Justes par une répartition équilibrée des efforts, un tiers les revenus de capital, un tiers sur les revenus du travail et un tiers sur l'allongement des durées de cotisations en prenant en compte vraiment la pénibilité et les carrières longues. Et innovantes parce que nous proposons un système de compte temps-formation de faire des choix de vie plus personnalisés dans le cadre de garanties collectives.

Le Président lui veut passer en force là où il devrait garantir le dialogue social.

Contre les premiers concernés, les Français, contre tous leurs syndicats, avec le seul soutien du MEDEF, la réforme est maintenue. Ce n'est pas avec l'opposition ou les syndicats qu'il a engagé un bras de fer, mais avec les Français.

La mobilisation sociale a été très forte le 24 juin, elle a été encore plus massive le 7 septembre, avec 2 millions et demi de manifestants dans les rues pour exiger une autre réforme des retraites. Je veux saluer à nouveau les syndicats, dont l'unité est exemplaire. Oui, la mobilisation est forte, mais elle n'est pas entendue : les concessions ont été dérisoires après le 7 septembre, et celles annoncées pour la lecture au Sénat s'annoncent du même tonneau : ce n'est pas en repoussant de quelques mois le passage de 65 à 67 ans que l'on changera quoi que ce soit aux injustices criantes de la réforme gouvernementale et à son inefficacité.

Continuons à nous battre. Pour obtenir de vrais changements, il faut une mobilisation massive. On nous dit : cela ne sert à rien, c'est déjà voté. Faux ! Le texte n'est pas encore passé au Sénat. L'opinion évolue. L'idée que la réforme ne règle rien progresse, tout comme celle qu'il y a d'autres mesures possibles, plus justes. Souvenons-nous du CPE. Il avait été adopté définitivement par le Parlement. C'est juste avant sa promulgation qu'il a été arrêté. Jusqu'au dernier moment, il est possible de faire plier le gouvernement. Jusqu'à l'ultime instant, nous combattons ce texte. En commençant par nous mobiliser massivement demain en étant dans la rue pour manifester.

Oui, chers camarades, mon message d'aujourd'hui, celui sur lequel je veux conclure, est un message de mobilisation. Combattre et proposer, voilà notre attitude.

J'en appelle aux Français : demain, mobilisez vous massivement pour soutenir vos retraites et celles de vos enfants.

C'est le devoir de chacun.

Et j'en prends l'engagement : les socialistes mettront toute leur force dans la bataille. Parce que c'est un combat pour la justice. C'est un combat pour la République.